

MIGRATION, ÉCHANGES COMMERCIAUX ET INSÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE ENTRE BANGUI EN RCA ET ZONGO EN RDC

H. D. KEMGUEU FEKOU

Université de Ngaoundéré

dkemgueu@gmail.com

Esther TAMDJIA

Université de Bangui

Résumé :

Le présent article est une réflexion sur les différents échanges qui tournent autour des interactions socioéconomiques qu'on observe entre Bangui en RCA et Zongo en RDC. La ville de Zongo en raison de son dynamisme agricole, ravitaile la capitale centrafricaine en ressources alimentaires. Mais au-delà de cet approvisionnement, il existe des trafics des produits illicites tels que les stupéfiants et les armes, qui mettent en péril la sécurité à Bangui malgré les dispositifs étatiques mis en place. Pour tenter de saisir ce phénomène entremêlé dans un environnement économique et social mais également politique, nous mobilisons de la théorie de l'interdépendance. Il en ressort que malgré l'importance que revêt la localité de Zongo pour Bangui, elle constitue aussi, non seulement une voie d'entrée des armes et des munitions sur le territoire centrafricain, mais également une porte d'entrée et de sortie des rebelles dans une RCA, travaillée depuis son indépendance par des crises militaro-politiques.

Mots clés : *Bangui, Zongo, sécurité, frontière, interdépendance.*

Abstract :

This article is a reflection on the different exchanges which revolve around the socioeconomic interactions that we observe between Bangui in CAR and Zongo in DRC. The town of Zongo, due to its agricultural dynamism, supplies the Central African capital with food resources. But beyond this supply, there is trafficking in illicit products such as narcotics and weapons, which endanger security in Bangui despite the state measures put in place. To try to understand this intertwined phenomenon in an economic and social but also political environment, we use the theory of interdependence. It emerges that despite the importance of the locality of Zongo for Bangui, it also constitutes not only a route of entry of weapons and ammunition into the Central African territory, but also an entry and exit point for rebels. in a CAR, affected by military-political crises since its independence.

Keywords : *Bangui, Zongo, security, border, interdependence.*

Introduction

Il n'y a qu'une vingtaine de minutes à mettre en parcourant la rivière Oubangui¹, en pirogue, pour aller de Bangui à Zongo² et vice versa. L'histoire de cette ville congolaise, ses façons de faire (notamment sa culture et son économie), sont intimement liées à celles de la capitale centrafricaine³. À Zongo, une portion importante de la population parle *sango'o*⁴ et les échanges se font majoritairement en franc CFA⁵. De nombreuses familles (congolaises et centrafricaines) vivent pacifiquement de part et d'autres de l'Oubangui et traversent la frontière tous les jours. Suite aux différentes crises que connaissent régulièrement les deux États, les populations trouvent refuge dans l'une ou l'autre ville⁶. Au lendemain de l'indépendance du Congo, les nouvelles autorités ont engagé la construction d'infrastructures de toute sorte. Le relatif essor de cette partie du Congo (appelé Zaïre au moment concerné), va bénéficier à Bangui, à la faveur de son rapprochement géographique à Zongo. Depuis lors, les échanges transfrontaliers continuent, faisant de Zongo aujourd'hui, l'un des bassins majeurs de ravitaillement de Bangui en denrées alimentaires⁷. Il est question dans ce travail d'interroger l'incidence sécuritaire des échanges commerciaux et de la dépendance mutuelle entre Bangui et Zongo. Il s'agit également d'examiner ce que représente, sur le plan sécuritaire, chacune de ces deux villes, l'une par rapport à l'autre. En effet, cette interdépendance et ces échanges entre ces deux villes ne vont pas

¹ L'Oubangui est une rivière navigable en partie, affluent majeur du fleuve Congo. Elle marque la frontière naturelle entre la République centrafricaine (RCA) et la République démocratique du Congo (RDC).

² Créée le 23 juillet 1971 (Ordonnance présidentielle, 1971), la ville de Zongo, au bord de l'Oubangui, est une ville importante dans l'actuelle province du Sud-Ubangi (ancienne province de l'Équateur) en RDC. Frontalière à Bangui, elle couvre une superficie de 495 km², avec une population estimée à 55 000 habitants. Elle est distante de Bangui d'environ 5 km. Cette deuxième ville du Sud-Ubangi est située à plus de 1.000 kilomètres de la capitale Kinshasa et à plus de 200 kilomètres du premier aéroport, Gemena (la capitale provinciale du Sud-Ubangi).

³ Économiquement très dépendantes l'une de l'autre, ces deux villes, ont signé le 23 juillet 2021 à Zongo, un protocole d'accord pour faciliter les échanges transfrontaliers. La ville congolaise célébrait ce jour, ses cinquante ans d'existence.

⁴ Le *sango'o*, langue nationale, parlée sur presque tout le territoire centrafricain est un facteur d'identité nationale centrafricaine.

⁵ Le franc de la communauté financière africaine (CFA) est la monnaie utilisée par les pays membres de la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) de laquelle ne fait pas partie la RDC.

⁶ En janvier 1999, lorsque la situation s'était détériorée dans le nord de la République démocratique du Congo, plusieurs milliers de personnes ont quitté leurs foyers et traversé le fleuve Oubangui pour se rendre sur l'autre rive, à Bangui. Certaines ont pu trouver refuge chez des proches, alors que 1300 autres environ ont été accueillies dans des centres à ciel ouvert.

⁷ La RCA étant un pays enclavé, sa capitale Bangui est ravitaillée en produits (agricoles surtout) par le bassin agricole de Zongo qui lui fait face.

sans poser d'énormes problèmes d'insécurité, d'un côté comme de l'autre. Les autorités de la province congolaise du Sud-Ubangi ont souvent signalé la présence de rebelles centrafricains porteurs d'armes, parmi les réfugiés centrafricains accueillis. Des milices armées congolaises se sont habituellement retrouvés du côté centrafricain, répondant quelques fois à l'appel du pouvoir de Bangui⁸. Cet axe fluvial se révèle désormais comme un couloir par excellence du passage des drogues diverses. Ces situations d'insécurité conduisent régulièrement à la suspension de la traversée de l'Oubangui⁹. À Bangui, afin de faire régner l'ordre et de maintenir le contrôle, les autorités sécuritaires centrafricaines déploient le long de la rive de l'Oubangui, du côté du Centrafrique, ses bras séculiers (gendarmerie, police, douane ou encore l'Office Centrafricain de la Lutte Anti-Drogue (OCLAD)). Il convient de mentionner que la capitale centrafricaine ploie encore sous le poids des séquelles de la récente crise sécuritaire qui a secoué le pays à partir de 2012. Ces séquelles se manifestent aujourd'hui encore par des agressions, tueries et enlèvements¹⁰.

Nous avons mobilisé, pour expliquer cette situation, la théorie de l'interdépendance. Elle se décline ici en deux variantes. Il s'agit de l'interdépendance sociale et de l'interdépendance internationale. Concernant la théorie des échanges sociaux, développée par Blau (1964), elle permet d'englober la complémentarité, la contribution et le respect partagés sous le concept d'interdépendance, défini comme une condition des relations dans lesquelles les parties valorisent mutuellement leurs ressources. Il s'agit d'analyser les échanges entre Bangui et Zongo à partir du concept d'interdépendance conçu à la lumière de la théorie des échanges sociaux (Blau, 1964). À partir des résultats de notre recherche, nous soutenons principalement que l'interdépendance entre les deux villes

⁸ On se rappelle que lors de la tentative du coup d'État de 2001 en RCA, les troupes du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), (groupe d'opposition armée de Jean-Pierre Bemba) qui contrôlait la région congolaise de l'Équateur, ont été appelées à la rescousse par le gouvernement centrafricain.

⁹ On se rappelle qu'en mars 2020, si c'est dans le but de préserver la sécurité sanitaire de ses populations que la RCA a prescrit la fermeture de cette frontière fluviale entre les deux villes, en septembre 2015 par exemple, lorsque les autorités congolaises suspendaient la traversée sur la rivière Oubangui, c'était dû au fait que des tirs d'armes automatiques et à l'arme lourde avaient retenti jusqu'à la nuit du 25 septembre 2015 à Bangui.

¹⁰ La capitale centrafricaine, quoique relativement calme, connaît de multiples cas d'agression suivies quelques fois de tueries. La semaine du 9 octobre 2023 par exemple, l'on a enregistré des cas de vol de moto au sein du campus de l'Université de Bangui. Par ailleurs, dans plusieurs quartiers reculés de la ville (Combattant, Damala, Gobongo, Bimbo, Petevo), l'on assiste à des agressions à main armée à toute heure. L'adjoint au chef de brigade fluviale révèle que les motos volées à Bangui suites aux agressions sont transférées dans la ville de Zongo. (Entretien avec Armand, Adjoint au chef de brigade fluviale, Bangui, le 22 novembre 2023).

facilite l'échange de produits et l'obtention de retours sociaux d'une part, et qu'elle est favorisée par des arrangements d'autre part. La théorie des échanges sociaux telle que formulée par Blau¹¹, suggère que des individus offrent leurs ressources de manière à recevoir, en échange, des retours sociaux. Nous appuyant sur cette théorie, nous proposons d'envisager la complémentarité entre Bangui et Zongo, comme une *interdépendance* dans laquelle les produits des uns et des autres sont valorisés réciproquement et permettent l'obtention de retours sociaux satisfaisants de part et d'autre. Par ailleurs, sur la scène internationale, l'interdépendance est une simple caractéristique relationnelle de l'environnement du système international. Le terme est généralement employé dans un sens économique, pour désigner une situation de sensibilité économique réciproque. En outre, certains auteurs font usage de ce concept pour désigner l'émergence de réseaux sociaux transnationaux ou encore faire référence à l'autonomie politique décroissante des États et au fait qu'ils soient soumis à l'influence de facteurs politiques externes (Keohane & Nye, 1975). Dans cet article, nous parlons d'interdépendance comme une réalité recouvrant une situation de dépendance économique mutuelle, et quel que soit le degré de réciprocité de cette relation entre Bangui et Zongo. Le terme est aussi employé pour caractériser plus largement l'existence d'un environnement transnational.

La collecte de données a consisté à conduire une enquête auprès de 73 individus repartis de la manière suivante : 30 commerçants, 9 gendarmes, 6 douaniers, 8 policiers et 5 militaires et 15 autres civils. Il a été question d'administrer à nos informateurs, des entretiens semi-directifs et accessoirement un questionnaire. Nous avons aussi pratiqué de l'observation intuitive. Ainsi, nous faisons recours à l'approche qualitative à dominance quantitative. Notre observation débouche sur le résultat selon lequel en plus du rapport de dépendance mutuelle entre les deux villes, liées par l'histoire, la géographie, l'économie, la culture, l'axe Bangui-Zongo est l'un des points névralgiques du passage de rebelles, des stupéfiants et autres armes à feu qui alimentent l'une comme l'autre ville.

¹¹ Nous n'ignorons pas que la théorie des échanges sociaux a fait l'objet de diverses critiques, notamment à l'égard de son caractère rationaliste considéré plus convaincant en contexte économique que sociologique (Heath, 1976).

1. L'interdépendance entre Bangui et Zongo, des échanges commerciaux aux incidences sécuritaires

Cette partie présente le corridor Bangui-Zongo-Bangui comme le symbole de l'interdépendance socioéconomique entre deux peuples liées par l'histoire et la culture. Elle part de ce constat pour questionner l'insécurité transfrontalière entre Bangui et Zongo, en mettant en exergue les activités menées par les ressortissants zairois à Bangui.

1.1. Bangui face à Zongo : symbole de l'interdépendance socioéconomique entre deux peuples

Bangui et Zongo sont deux villes liées non seulement par l'histoire, mais aussi par la culture et autres pratiques ancestrales. Les deux villes sont très dépendantes économiquement l'une de l'autre. L'interdépendance commerciale entre les deux villes rapproche les habitants de part et d'autre du fleuve. C'est bien conscient de cela que les autorités congolaises ont décidé de financer la construction d'un quai d'accostage à Bangui. En effet, suite à la signature d'un accord de partenariat économique en 2019 entre la RDC et la RCA, un bac a été mis en navette entre Bangui et Zongo depuis janvier 2023¹². L'infrastructure vise à faciliter davantage les contacts entre les deux peuples. L'Ambassadeur de la RDC au Centrafrique déclare à cette occasion, « *Nous sommes là pour matérialiser la volonté de nos deux chefs d'État afin que la traversée entre Bangui et Zongo puisse être beaucoup plus fluide. Aussi, pour que cette traversée facilite les contacts entre les deux peuples* » (Kambale, 2023). Les autorités respectives renforcent en permanence les liens séculaires entre les deux pays. La première vice-présidente de la délégation spéciale de la ville de Bangui faisait alors remarquer que « Ces installations vont tout d'abord sceller l'amitié, la fraternité et la consanguinité de nos populations qui ont en partage les mêmes langues, la même culture et la même histoire » (Wenyebona-Bonna, 2023).

¹² Il faut dire que cela est en partie dû à l'éloignement de la ville de Zongo à la fois de la capitale Kinshasa et de Gemena. Elle peut rester plusieurs mois sans être approvisionnée en produits manufacturés. En novembre 2014, Michel Siazou Mbouï, maire de cette agglomération, faisait savoir que la route nationale Zongo-Gemena, principale voie d'approvisionnement en denrées manufacturées, était coupée à plusieurs endroits par les inondations. Les pluies qui s'abattaient sur la région empêchaient les véhicules d'acheminer les produits vivriers vers Zongo. Et le flux de réfugiés centrafricains dans la ville fait accroître les prix sur le marché.

On se rappelle que lors de la célébration de ses cinquante ans d'existence de la ville de Zongo, un accord de jumelage a été signé entre les deux municipalités (Bangui et Zongo). C'était le 23 juillet 2021 à Zongo. Il s'agit d'un protocole d'accord pour faciliter les échanges transfrontaliers. Michel Siazou soulignait alors que : « *Cet accord concerne d'abord les échanges d'expériences. La ville de Bangui est tributaire de la ville de Zongo en produits agricoles. De même, la ville de Zongo est tributaire de celle de Bangui en produits manufacturés. Nous devons absolument coopérer sur le plan socioéconomique* » (Siazou Mboni, 2021). Les autorités centrafricaines de leur côté, annonçaient la réalisation de plusieurs projets communs. Selon Guillaume Gobo :

Il y aura un pont pour relier les deux villes. On aura plus besoin de baleinières, pirogues et autres. On pourra même partir de Bangui pour se rendre à Kinshasa, en passant par la ville de Gemena. Une fois à Gemena, on pourra prendre un vol pour la capitale Kinshasa. C'est un plus pour les deux villes (Gobo, 2021).

En effet, Bangui est l'une des villes passerelles des réseaux de transport routier de l'Afrique centrale et de l'Est, la Transafricaine 8 qui va de Lagos au Nigeria à Mombasa au Kenya. Mais la discontinuité de plusieurs chaînons en RCA limite le potentiel intégrateur de ce corridor vital pour les échanges transfrontaliers¹³. Ainsi, la RCA s'est fixé pour objectif de mieux se connecter aux États voisins. Le pays a réalisé les études pour les travaux de construction d'un pont sur la rivière Oubangui entre Bangui et Zongo. Le Premier ministre Henri Marie Dondra l'a fait savoir devant les députés, le 14 août 2021, au cours de la déclaration de politique générale du gouvernement dans le cadre du mandat quinquennal du président Faustin-Archange Touadéra, réélu en décembre 2020. Le Chef de l'État congolais, Félix Antoine Tshisekedi, avait déjà fait part de ce projet de construction d'un pont entre Zongo et la capitale du Centrafrique, lors de

¹³ Sous la supervision de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la RCA travaille à l'aménagement des chaînons manquants des corridors routiers Bangui-Kisangani-Kampala et Kisangani-Bujumbura. En 2019, le secrétariat général de la CEEAC avait obtenu de la Banque africaine de développement (BAD) – pour le compte des gouvernements de la RCA, de la RDC, du Burundi et de l'Ouganda, ainsi qu'au nom du secrétariat général de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) – un financement de deux millions de dollars pour des activités préparatoires (études et activités connexes) de ces deux projets. Au-delà de réduire les coûts de transport sur les corridors routiers suscités, ces travaux devraient permettre de renforcer les échanges commerciaux entre les quatre États (RCA, RDC, Burundi et Ouganda). Pour Bangui, il est également attendu que cette ouverture par le sud réduise sa forte dépendance envers le Cameroun, pays voisin par lequel transitent plus de 80% de ses importations et exportations – environ 55 milliards de Francs CFA (98 millions USD) de marchandises chaque année, selon la douane camerounaise.

sa visite du 2 décembre 2019¹⁴. À cette occasion, le Président congolais a demandé à la population de Zongo d'œuvrer pour le développement économique de la province.

Pour qu'il y ait du travail il faut qu'il y ait des activités économiques. C'est pourquoi je vais demander aux banques commerciales de venir s'installer ici. Je voudrais que les banques commerciales soient plus proches de la population. Cela vous permettra de ne plus utiliser le franc CFA mais notre propre monnaie, le franc congolais. (Tshisekedi, 2019).

Le jour d'avant, le 1^{er} décembre 2019, Félix Antoine Tshisekedi et Faustin-Archange Touadéra s'étaient déjà retrouvés à Bangui lors des festivités de la célébration du 61^{ème} anniversaire de la mutation de la dénomination du pays en République Centrafricaine avant la proclamation de l'indépendance intervenue le 13 août 1960. Les deux Chefs de l'État en ont profité pour échanger sur les questions bilatérales notamment la sécurité, entre leurs deux pays qui partagent plus de 1600 Km de frontière.

1.2. Ressortissants zairois à Bangui : entre petits métiers, pratiques commerciales et activités illicites

Il convient d'indiquer en commençant ce point, qu'à Bangui, la jeunesse zairoise¹⁵, poussée par le chômage, constitue une main d'œuvre essentielle dans l'exercice des petits métiers. On observe dans la capitale centrafricaine, les zairois à l'œuvre dans l'exercice des activités pratiques. Il est même à remarquer qu'une catégorie de tâches est réservée à ces derniers. Du travail d'homme ou femme de ménage à commerçants de thé, de sucettes entre autres, en passant par le métier de cordonnier (qui semble leur être réservé, puisqu'ils l'exercent dans tous les quartiers de Bangui). Il convient de relever que les zairois sont reconnus à Bangui comme un peuple fort et travailleur. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il leur est

¹⁴ C'était au cours de son allocution devant la mairie de Zongo, face à la population de cette partie du pays. Une visite historique très appréciée par les habitants de la ville. « La population s'est sentie considérée car aucun autre président n'est venu ici depuis quarante ans à l'exception de Mobutu. Mais déjà, après huit mois, Fatshi (surnom de Félix-Antoine Tshisekedi) est venu ici », a confié une habitante.

¹⁵ Zairoise vient de Zaïre (ancienne appellation officielle de la République démocratique du Congo). Quoique cette expression ne soit plus officielle, elle continue d'être utilisée par les Centrafricains, non pas pour désigner le pays tout entier, mais la partie du pays la plus visible par les Banguissois qui est Zongo. Alors, parler des zairois revient à parler des habitants de Zongo.

réservé des activités dures et souvent considérées comme étant dévalorisant par les Banguissois, telles que la vidange des fosses septiques. Il existe à Bangui, un quartier nommé « Bruxelles », un coin qui constitue le fief des zairois dans la ville ; ils y vivent, les uns partageant le domicile avec leurs frères¹⁶ tandis que d'autres fondent leur foyer. Cette facette ne constitue pas l'ensemble du profil des ressortissants congolais de Bangui. À côté de cet aspect plus ou moins reluisant, la jeunesse congolaise de Bangui donne à voir un autre visage, plutôt sombre. Elle est l'une des sources de l'insécurité dans la capitale centrafricaine.

En effet, l'insécurité qui règne dans la ville de Bangui est en partie due à la circulation des produits prohibés qui quittent Zongo pour Bangui. Si l'on ne peut nier la participation d'individus de nationalité centrafricaine à cette activité, il convient tout de même d'indiquer que la portion la plus importante des tenants de ce business illicite est constituée de Zairois. De façon concrète, ces derniers sont les principaux acteurs de l'entrée massive des stupéfiants à Bangui. L'activité semble florissante malgré la présence des forces de sécurité et de l'ordre, de la douane et même de la force spécialisée qu'est l'OCLAD. Au cours de cette dernière décennie, une partie des jeunes de Bangui est devenue dépendante aux stupéfiants. Les hommes en tenue (des policiers aux FACA¹⁷ en passant par les gendarmes et les douaniers) font remarquer le fait que les stupéfiants sont fréquemment saisis. Un inspecteur des douanes affirme : « j'ai déjà personnellement saisi plus de 10 cartons de tramadoles depuis 2019 » (Entretien avec Rigobert, Inspecteur des douanes, à Bangui, le 11 avril 2023). Pour ce qui est du chanvre indien, des vendeurs de cette drogue sont perceptibles au bord du fleuve, au su de tous. Ces derniers mènent visiblement des activités parallèles, qu'ils mettent en avant. Il y existe en réalité une forte circulation de la drogue en connivence avec certaines autorités militaires¹⁸. Ce stupéfiant est abondamment consommé par les pêcheurs ; ce qui, disent-ils, les maintient en éveil durant les nuits de pêche.

¹⁶ Les zairois ont tendance à se réunir plusieurs dans un studio (logement d'une seule pièce principale), question d'avoir juste un lieu de repos la nuit afin de vaquer à leurs occupations en journée.

¹⁷ Force des Armées Centrafricaines

¹⁸ Selon Jude, adjudant de la brigade fluviale de l'Oubangui, « Les hommes en tenue sont pleinement impliqués dans le trafic de drogue ». Il explique que « Plusieurs de ceux qui achètent ces stupéfiants sont des militaires ». Il va plus loin et affirme : « J'ai failli être lynché par mes propres collègues homme en tenue pour avoir mis la main sur ces stupéfiants ». (Entretien réalisé à Bangui, le 17 novembre 2023). Par ailleurs, un vendeur et consommateur du chanvre indien à Bangui, dévoile que les militaires, ses principaux fournisseurs de chanvre indiens, en sont les grands trafiquants de ce stupéfiant dans la ville de Bangui (Entretien avec Donatien à Bangui, le 17 novembre 2023).

Selon un agent des forces de défense, « les populations riveraines de l'Oubangui consomment exagérément le chanvre indien » (Entretien avec Bernard, Maréchal des logis-chef, à Bangui, le 18 février 2023). On aperçoit en effet, des jeunes, fumer du chanvre indien à la tombée de la nuit au quartier *Gremboutou*. Cette situation conduit très souvent la Gendarmerie à effectuer des patrouilles dans ce quartier dans le but d'arrêter ces consommateurs de stupéfiants. Et comme indiqué plus haut, les congolais sont des fournisseurs des commerçants du « marché PK5 » en stupéfiants et particulièrement du chanvre indien¹⁹.

Toujours est-il qu'une large majorité des Zaïrois interrogés, soit 75%, prétendent exercer une activité commerciale, basée sur la disponibilité des produits, généralement alimentaires, du côté de Zongo. Il s'agit principalement d'arachides, de banane-plantain, de pistache, d'huile de palme, de tubercules, de poisson et diverses boissons alcoolisées produites traditionnellement à Zongo. Mais, on remarque bien qu'il existe à côté de ces produits alimentaires, des articles non comestibles tels que les habits et les bijoux. Il faut dire que la présence de vendeurs zaïrois s'est amplifiée depuis la crise militaro-politique qu'a connue la République Centrafricaine entre 2012 et 2014. Plusieurs de ces vendeurs vivent à Zongo et traversent régulièrement le fleuve pour écouler leurs articles à Bangui.

Les raisons de cette recrudescence de produits congolais sur le sol centrafricain sont de plusieurs ordres. 34% des commerçants trouvent que le contrôle des marchandises, exercé par les éléments de la police, de la douane ou d'autres entités, est assez souple lors de la traversée. On observe en effet, qu'en fonction de la régularité du vendeur, régularité qui entraîne une certaine familiarité, il y a comme une complaisance dans le contrôle des marchandises. Dit autrement, plus le vendeur est régulier et donc connu sur cet axe commercial, moins les agents de contrôle douanier et policier, examinent ses produits. Une vendeuse de poissons se confie en ces termes : « Les douaniers n'ont plus vraiment besoin de nous contrôler, ils connaissent chacun de nous et savent qui vend quoi » (Entretien avec Odette, 26 ans, vendeuses de poissons, à Bangui, le 12 avril 2023). Il ressort que la douane centrafricaine pense avoir une idée générale des produits

¹⁹ Un commerçant rapporte : « La drogue à destination du quartier kilomètre 5 (PK5), arrivée de Zongo, est transportée la nuit et dans la plupart des cas par les femmes. C'est à partir de kilométré 5 que la ville de Douala (Cameroun) est ravitaillée ; ces produits étant transportés dans les camions contenant de la ferraille. Pour les destinations à l'intérieur du pays, la drogue est mise dans les sachets de biscuits en direction de Ndélé, Bria, etc. » (Entretien avec William, vendeur de stupéfiants au marché de PK5, Bangui, le 19 novembre 2023).

commercialisés par chaque vendeur habitué du corridor Zongo-Bangui. Ce constat est confirmé par un autre vendeur venu de Zongo : « Les marchandises ne sont pas contrôlées, tu payes juste les taxes de ce que tu vas vendre » (Entretien avec Fulbert, vendeur de tubercule, à Bangui, le 12 avril 2023). Chaque commerçant verse également les « jetons de traversée »²⁰ qui s'élèvent à 300 francs CFA, à la douane à la frontière qui est ouverte de 7h30 à 16h et quelques fois 17h au plus. Ces « jetons de la traversée » ne prennent pas en compte d'autres taxes douanières qui varient en fonction de la marchandise.

On constate ici que le chômage, l'éloignement de la capitale Kinshasa, la difficulté de rallier Gemena à partir de Zongo par saison, la forte demande des produits vivriers venant de Zongo à Bangui et la crise politico-économique qui sévit en RCA, ont fait accroître la présence de commerçants et autres débrouillards congolais dans la capitale centrafricaine. Bangui est pour la jeunesse congolaise, un centre d'écoulement des denrées alimentaires zaïroises.

2. Inter-migration centro-congolaise : rôle des réfugiés et des groupes armés dans l'instabilité des États centrafricains et congolais

Il est question ici, de s'interroger sur les facteurs explicatifs de mouvements des rebelles et de réfugiés de part et d'autre de la frontière entre les deux pays. Nous nous intéressons principalement aux intrusions de milices congolaises en RCA et à la prolifération des armes à feu qui en découle. Il est aussi analysé, les effets du flux de réfugiés Centrafricains sur les conditions sécuritaires à Zongo.

2.1. Intrusions de milices congolaises en RCA et prolifération des armes à feu

Il convient de signaler avant toute chose, que la RDC dispose de la plus grande communauté étrangère au Centrafrique avec 200 000 ressortissants

²⁰ Il faut préciser que les jetons de traversée ne concernent que les habitants de Zongo se rendant sur Bangui. Selon Florent, chef de poste de Police/Emi-immigration de Ouango Saoh, « ceux qui viennent de loin (Gemena ou Kinshasa par exemple) ont besoin d'obtenir un visa d'entrée dès leur arrivée sur le sol centrafricain », le 12 mai 2023. Pour identifier ceux qui viennent de ces villes éloignées de Zongo, l'agent de police fait savoir qu'ils se servent des agents de renseignement pour identifier les nouveaux venus sur le territoire.

dont 30 000 vivant dans la capitale à Bangui²¹. Depuis de longues années, la RCA subit les effets des guerres qui se déroulent dans la région des Grands Lacs (en accueillant de réfugiés de la RDC, du Burundi et du Rwanda), mais également des conflits armés des pays voisins comme le Tchad et le Soudan (Marchal, 2006). Ces guerres, combinées aux rebellions internes en RCA et aidées par la porosité de ses frontières, ont accentué le trafic d'armes à feu (Chauvin & Seignobos, 2013).

En guise d'illustration, on se souvient que suite à la tentative du coup d'État survenue dans la nuit du 27 au 28 mai 2001 à la résidence présidentielle à Bangui et revendiqué par André Kolingba (Ancien chef de l'État, il a dirigé la RCA de 1982 à 1993), les troupes congolaises du MLC vont sur la demande du gouvernement centrafricain, arriver à Bangui pour soutenir les loyalistes, fidèles au président en exercice, Ange Félix Patassé. Ces troupes vont se rendre responsables de violences sexuelles contre des filles et des femmes de Bangui. Elles vont organiser le pillage des maisons que les populations ont abandonnées en fuyant les hostilités²², en prenant d'énormes risques (Amnesty international, 2002). Selon un habitant du quartier *Ouango* : « C'était horrible, les Congolais ont aussi violé des filles de *Ouango* derrière les murs du quartier » (Amnesty international, 2002 : 18). Lors d'une rencontre en janvier 2002 entre les délégués d'Amnesty International et Olivier Kamitatu (secrétaire général du MLC), ce dernier déclare : « Pour ce qui est des violations par les troupes du MLC qui opéraient en République Centrafricaine, je ferai tout pour que des sanctions soient prises contre ceux qui encadrent ces troupes, et d'ailleurs certains des officiers ont déjà été sanctionnés » (Amnesty international, 2002 : 18).

Relevons que la frontière entre Zongo et Bangui est particulièrement perméable pour les belligérants et armes de guerre. On constate que cette frontière est une voie de passage très praticable pour les rebelles et la circulation des armes. (Chauvin & Seignobos, 2013). Un commandant de l'armée révèle que : « Quelques congolais arrivés ici à la quête d'emplois, sont des cibles pour les recruteurs des rebelles à cause de leur vulnérabilité. La plupart de ces congolais viennent de Zongo et peuvent circuler

²¹ Ces chiffres sont de Gaspard Mugaruka Bin Mubibi, alors Ambassadeur de la RDC au Centrafrique. Ils ont été donnés dans une déclaration le 14 janvier 2013, lors de la réception de familles des ressortissants congolais prises au piège de la crise politico-militaire qui secouait la RCA.

²² Ces populations, 80 000 environ dont une majorité de Yakoma, de l'ethnie de André Kolingba, vont partir vers la République démocratique du Congo à Zongo.

librement sans être dérangés » (Entretien avec un Commandant de l'armée, à Bangui, le 17 juin 2023). En outre, des éléments des FACA qui assurent la patrouille le long de l'Oubangui font savoir que des congolais vendent des armes aux militaires centrafricains²³. Aussi, selon un Lieutenant de l'armée centrafricaine :

Les principaux rebelles internes qui circulent en ce moment à Bangui viennent du Tchad et de la RDC. Ce sont eux qui donnent toutes les informations aux troupes cachées dans les brousses. C'est très difficile de les identifier parce que la plupart font des petits boulots et mènent une vie normale au quotidien. (Entretien avec Hilaire, Lieutenant de l'armée centrafricaine, à Bangui, le 16 juin 2023).

En outre, un sergent-chef des FACA renseigne que « le fleuve Oubangui est le moyen de passage le plus rapide pour les rebelles à destination de la ville de Bangui en arrivant dans les balnéaires, en provenance des provinces de la RCA telle que Bambari ou encore Bangassou²⁴ » (Entretien avec Eudes, Sergent-chef, à Bangui, le 16 juin 2023).

Il faut dire que certains avancent que le trafic d'armes et la prolifération des groupes armés semblent en réalité, être l'un des principaux fléaux à l'origine de la déstabilisation du Centrafrique. Ce pays, présenté comme l'un des plus pauvres du monde est inlassablement secoué par des conflits entre communautés, soutenues par des groupes étrangers. La récente crise majeure a provoqué le déplacement de près d'un quart de la population du pays, soit plus d'un million de personnes. On a pensé qu'avec les élections générales de décembre 2015 et mars 2016 qui ont pourvu le pays d'institutions nouvelles, qu'on allait sortir de crise. Mais, la régularité des affrontements entre différents groupes de belligérants centrafricains, impliquant les milices dites d'auto-défense, semble désormais acquise, provoquant d'énormes conséquences. Ce désordre observé est rendu possible grâce à l'important trafic d'arme qui prévaut dans la zone. La porosité des frontières entre la RCA et la RDC ayant favorisé un tel trafic,

²³ Il est nécessaire de rappeler que l'armée centrafricaine, au moment où ces données ont été collectées est sous embargo.

²⁴ La ville de Bangassou tout comme celle de Bangui a une frontière fluviale avec la RDC.

qui partant du septentrion congolais, transite principalement par l'Oubangui.

2.2. Flux de réfugiés Centrafricains et détérioration de conditions sécuritaires à Zongo

La ville de Zongo ainsi que d'autres contrées environnantes sont depuis 2001 au moins, théâtres de l'arrivée massive de réfugiés centrafricains à chaque crise sociopolitique qui travaille régulièrement le Centrafrique. En décembre 2012 encore, lors de la crise sécuritaire, des Centrafricains ont trouvé refuge dans la province congolaise du Sud-Ubangi, fuyant l'insécurité dans leur pays notamment à Bangui où des militaires français ont été déployés pour tenter d'endiguer les violences (Chauvin, 2009). Même les fermetures éventuelles des frontières entre les deux pays n'empêchent pas le flux de réfugiés Centrafricains vers Zongo en cas d'instabilité. Le chef d'antenne de la commission nationale pour les réfugiés, relatant la situation de la récente crise de 2012-2014, explique : « Ils ont commencé par arriver en groupe d'au moins 500 individus. Mais, lorsque la frontière a été fermée, ils ont entrepris de passer par le port secondaire » (Entretien avec Zephirin Mbangana, chef d'antenne de la commission nationale pour les réfugiés au moment des faits, Zongo, 28 septembre 2023). Cet état des choses a souvent fait craindre aux autorités de la ville congolaise, la détérioration de sa situation sécuritaire, situation qui est en général redoutée par les pays qui offrent l'hospitalité aux réfugiés (Favre, 2007 ; Minfegue, 2019). Il faut dire que plusieurs de ces Centrafricains qui arrivent à Zongo sont armés²⁵. C'est ce qui a déterminé les autorités de Zongo à lancer la recherche des réfugiés centrafricains porteurs d'armes. Cette description n'est pas particulière au seul cas de Zongo ; les pays limitrophes qui accueillent des réfugiés sont en général victime d'insécurité et risquent même l'instabilité politique. Lors de l'accueil des réfugiés centrafricains à partir de décembre 2012, le maire de Zongo, sensibilisait les population locales (notamment les familles d'accueil) à signaler aux forces de l'ordre, tout réfugié qui détiendrait une arme. Cette campagne a conduit le magistrat municipal jusqu'aux localités périphériques de sa commune, situées le long de la rivière Oubangui²⁶.

²⁵ En effet, des réfugiés reçus à Zongo sont de belligérants, rebelles, acteurs perdants dans les différentes guerres civiles qui sévissent au RCA à répétition.

²⁶ Cette campagne a été lancée après qu'un réfugié Centrafricain a effectivement été trouvé, avec une grenade dans un débit de boisson.

Avec l'arrivée des réfugiés dans la ville, on a assisté à un trafic d'armes à feu. Le Maire de la ville révèle : « J'ai été informé, à l'occasion de ma campagne de sensibilisation dans la commune, du trafic de grenades. Certains réfugiés vendent une grenade à 500 francs congolais (environ 0,5 dollar américain) » (Siazou Mbouï, 2015). En réalité, parmi les Centrafricains qui ont trouvé refuge dans la ville de Zongo lors de la crise de 2012-2014, il existait des ex-miliciens de l'Alliance Séléka et même du groupe Anti-Balaka. À leur arrivée, certains déposaient les armes qu'ils détenaient, mais d'autres les dissimulaient. Plus de 47 000 réfugiés Centrafricains étaient présents en RDC en 2013, dont 20 000 environ, transférés dans les quatre camps de réfugiés créés par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Unhcr) à l'Équateur et en Province orientale²⁷. Cette situation a conduit le comité urbain de sécurité de Zongo à recommander au gouvernement congolais, le renforcement de la surveillance au niveau des postes frontaliers et le long de la frontière commune avec le Centrafrique par des patrouilles de l'armée et de la police. Ces situations présentées ci-dessus ne sont ni isolées, ni nouvelles. Après l'attaque en mai 2001 de la résidence du président de la République à Bangui par des soldats armés ; assaut au cours duquel des éléments de la garde présidentielle ont été éliminés, des forces de sécurité centrafricaines ont pris pour cibles des civils non armés soupçonnés d'avoir collaboré avec les putschistes ou d'appartenir à l'ethnie Yakoma (Chauvin, 2009). Dans ce climat de violence, 80 000 réfugiés, dont une majorité de Yakoma, ont quitté la RCA. Nombreux s'étaient déjà réfugiés à Zongo. Environ 24 000 civils ainsi que d'anciens combattants des forces armées, pour la plupart membres de l'ethnie Yakoma, ont fui et traversé le fleuve Oubangui durant le mois de juin pour se réfugier dans la ville de Zongo, afin d'échapper aux représailles qui ont suivi la tentative de coup d'État. « En juillet 2001, le Gouvernement de Bangui a fermé la frontière pour tenter d'empêcher les soldats en fuite d'utiliser le territoire de la République Démocratique du Congo comme base arrière pour mener une guérilla contre leur pays » (Amnesty international, 2002 : 18). Dans le Sud-Ubangi, les réfugiés centrafricains ont été éparpillés dans une dizaine de localités, dont Zongo, Lenge, Mole et Bokilio²⁸. Parce que ces personnes vivaient dans des lieux

²⁷ Ces données ont été fournies par la Responsable chargée des Relations extérieures au Bureau régional de PUNHCR, Céline Schmitt, le 16 décembre 2021. (Amnesty international, 2002 : 16).

²⁸ Malgré cela, une certaine résistance s'est fait sentir de la part des réfugiés qui préféraient vivre à Zongo et au bord du fleuve Oubangui.

difficilement accessibles, et pour mieux protéger les réfugiés, l'Unhcr a créé le 8 janvier 2002, le camp de réfugiés de Mole, à 35 Km de Zongo²⁹.

On constate que la porosité des frontières, les façons de faire entre les peuples, et surtout le dénuement dans lequel vivent ces peuples, sont entre autres, des variables explicatives de la description faite ci-avant. Le fait que les mêmes communautés soient installées de part et d'autre de l'Oubangui, qu'elles circulent sans véritable contrôle d'un État à un autre, conduit finalement une situation angoissante, épouvante pour les autorités des pays concernés.

Conclusion

Tout au long de cette analyse, il a été question de voir au-delà de la dépendance socioéconomique qui existe entre la capitale centrafricaine, Bangui, et Zongo en RDC, l'enjeu sécuritaire qui découle des échanges entre ces deux États. Cette dépendance se matérialisent sur le plan économique par les échanges des produits agricoles en provenance de Zongo pour Bangui et les produits manufacturés quittant de Bangui pour Zongo. L'aspect social à essentiellement considérer dans cette recherche est la présence des réfugiés centrafricains en RDC suite à la crise sécuritaire qu'a connu la RCA en 2012, ainsi que la liberté d'installation et de circulation des personnes issues de ces deux villes, de part et d'autre.

À l'arrivée, il est à noter l'interdépendance entre la ville de Bangui et celle de Zongo, caractérisé par une forte circulation des biens et des personnes de part et d'autre de la rivière Oubangui. Cela laisse entrevoir une coopération qui ne se limite pas seulement au niveau des échanges mais aussi d'un mode de vie entre deux peuples ayant des similitudes sur le plan historique, culturel, linguistique. Cependant, au-delà des activités

²⁹ Le principal défi à relever par le bureau de l'UNHCR de Zongo en tentant de contenir ces réfugiés, était d'organiser la séparation entre les soldats et les réfugiés. À ce sujet le MLC, par crainte d'être accusé par les autorités de Bangui, de soutien à la préparation d'une offensive en gardant les militaires à la frontière, a voulu qu'ils soient déplacés. C'est ainsi que les soldats ont été transférés à la demande du MLC au camp de Bokilio, à 150 Km de la frontière. Le transfert de ces militaires, environ 997, a été assuré par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC). Il faut rappeler que les soldats n'ont pas le statut de réfugiés. C'est donc la MONUC qui a été appelée pour assurer leurs fouilles et leurs désarmements. Il convient de signaler cependant, que ce transfert a demandé beaucoup de négociations, car les militaires ne voulaient pas être séparés de leurs familles. De plus, l'UNHCR ne considère pas ces soldats, même désarmés et démobilisés, comme des réfugiés. Pour l'agence onusienne, l'assistance doit être purement humanitaire et les anciens combattants ne relèvent pas de leurs statuts.

économiques, il est à noter des pratiques illicites qui ont des effets sur la sécurité tant à Bangui qu'à Zongo. À Bangui notamment, cette insécurité due à la présence des congolais, se traduit par la circulation des armes, des munitions ainsi que des stupéfiants. À Zongo par ailleurs, l'insécurité s'est faite ressentir avec la présence des réfugiés centrafricains sur ce territoire, étant donné que certains de ces réfugiés provenaient des groupes rebelles, et possédaient de ce fait, des armes.

Il convient de retenir que la coopération entre Bangui et Zongo est d'un poids considérable quant à la dimension sécuritaire des deux États concernés. Cette insécurité n'est pas seulement facilitée par la coopération économique entre la RCA et la RDC mais aussi et surtout par la porosité des frontières de ces pays, qui sont d'ailleurs enclavés par l'insécurité régnant dans leur région respective. Notre recherche, loin de constituer une thérapie qui viendrait résoudre les dysfonctionnements sociaux que nous avons relevés, se pose davantage en diagnostic pouvant permettre aux différents décideurs politiques de revisiter leurs politiques publiques. Pour finir, l'on est tenté de comprendre dans des travaux futurs, les coopérations à partir du haut, en y incluant un pays voisin de la RDC qui est le Rwanda. Il sera alors question de voir quel enjeu sécuritaire constituerait la RDC pour le Centrafrique, étant donné que la relation entre le Rwanda et le Centrafrique se solidifie, tandis que la coopération Rwanda – RDC se détériore.

Références bibliographiques

Amnesty international. (2002). *République centrafricaine. Réfugiés en fuite, discrimination ethnique et coupables impunis*, Rapport, 12 Juin.

Beaulieu-Brossard Philippe et Charles-Philippe David (2013), « Le blindage des frontières selon les théories des Relations Internationales : contribution et dialogue », *L'Espace Politique*, n°20, en ligne et consulté le 03 mars 2023.

Benessaïh Affef et David Charles-Philippe (1997), « La paix par l'intégration ? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité », *Études internationales*, Volume 28, numéro 2, pp. 227-254.

Blau Peter Micheal (1964), *Exchange and power in social life*. New York, Wiley.

Chauvin Emmanuel (2009), « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l’Afrique. Bangui (1996-2001) », *Enjeux*, n° 40, p. 30-38.

Chauvin Emmanuel et Seignobos Christian (2013), « L’imbroglio centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 119-148.

Duez Denis et Simonneau Damien (2018), « Repenser la notion de frontière aujourd’hui. Du droit à la sociologie », *Droit et société*, n°98, pp. 37-52.

Favre Johanne (2007), « Réfugiés et déplacés dans l’Est du Tchad. De l’intervention humanitaire à la sécurisation militaire », *EchoGéo*, en ligne et consulté le 13 janvier 2024.

Gobo Guillaume, Adjoint au maire de la ville de Bangui. (2021) ; Discours prononcé lors de la signature de l’accord de jumelage entre les villes de Bangui et Zongo, le 23 juillet à Zongo.

Hamman Philippe (2013), *Sociologie des espaces-frontières. Les relations transfrontalières autour des frontières françaises de l’Est*, Strasbourg, Presse Universitaire de Strasbourg.

Kambale Esdras, Ambassadeur de la RDC en Centrafrique (2023), Déclaration lors de la visite du site de construction du quai d’accostage sur la rive droite de l’Oubangui, le 19 septembre.

Keohane Robert et Nye Joseph (1975), « International Interdependence and Intégration », dans Fred I. Greenstein et Polsby N. W. (dir.). *International Politics*, Massachusetts, Addison-Wesley Publishing Company, pp. 363-414.

Marchal Roland (2006), « Tchad/Darfour : vers un système de conflit », *Politique africaine*, vol 2, n°102, pp 135-154.

Minfegue Calvin (2019), « S’engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun) », *Carnets de géographes*, en ligne et consulté le 13 janvier 2024.

Moullé François et Al. (2017), *Frontières*, Bordeaux, Presse Universitaire de Bordeaux.

Ordonnance présidentielle n°71/179 du 23 juillet 1971 (République du Zaïre).

Reitel Bernard (2022), « Un monde de frontières ? », *Bulletin de l’association des géographes*.

Siazou Mboui Michel Maire de la ville de Zongo. (2019), Discours prononcé lors de la signature de l'accord de jumelage entre les villes de Bangui et Zongo, à Zongo, le 23 juillet.

Siazou Mboui Michel Maire de la ville de Zongo. (2015), Déclaration à Zongo, le 5 avril.

Tingu Chilin et Mathunabo André (2019), « Analyse de la situation socio-économique alimentaire des ménages et des provinces du Nord et Sud Ubangi en RDC », *Revue marocaine des sciences agronomiques et vétérinaire*.

Tshisekedi Felix Antoine, Président de la République démocratique du Congo. (2019), Allocution prononcée à Zongo, le 2 décembre.

Wenyebona-Bonna Léontine, Première vice-présidente de la délégation spéciale de la ville de Bangui. (2023), Déclaration lors de la visite du site de construction du quai d'accostage sur la rive droite de l'Oubangui, le 19 septembre 2023.